

11) Tzawata : une communauté ancestrale kichwa en résistance à l'exploitation minière sur son territoire



Résistance contre l'extractivisme

Le capitalisme s'est imposé dans le monde par des mécanismes de surexploitation des ressources naturelles, où l'être humain adopte une vision égocentrique, se dissociant de sa relation à la nature. Ces concepts sont responsables de la crise environnementale actuelle, aggravée par la recherche incessante de croissance économique.

La production capitaliste ne tient pas compte des ressources limitées de la planète et de la vulnérabilité de l'être humain. Ce système économique applique diverses stratégies pour s'approprier les territoires, comme les méga-projets, qui entraînent des changements drastiques dans la souveraineté alimentaire, la qualité de vie et la santé des communautés.

Face à cette réalité, José Aparecido et Antonio Thomaz, dans leur texte *Proyectos de desarrollo y disputas territoriales en Latinoamérica*, soutiennent que sur le territoire on encourage la vente de terrains à des entreprises étrangères, l'extension de l'agro-industrie et la création par l'État de toute une infrastructure pour fournir les conditions adéquates à la territorialisation du capital. En conséquence, les conflits en Amérique latine se traduisent principalement par le déplacement de communautés et de peuples traditionnels, qui développent une relation d'enracinement avec la nature qui ne répond pas aux activités capitalistes. C'est le cas des projets miniers qui s'imposent aux communautés sans tenir compte de ce qu'elles pensent et ressentent.

En Équateur, les communautés autochtones et d'ascendance africaine ont longtemps suivi la philosophie du bien-vivre ou Sumak Kawsay (dit en kichwa) sur leurs territoires. La Constitution équatorienne (2008) reconnaît que l'État équatorien est plurinational et interculturel et reconnaît la diversité territoriale et naturelle du pays et les identités historiques qui y coexistent depuis des siècles. Malgré cette déclaration, les peuples autochtones et la société équatorienne ont encore du travail à faire pour veiller à l'application de ces dispositions constitutionnelles.

Et bien que le stéréotype de « sauvages » soit maintenu contre les peuples autochtones, il existe

aujourd'hui des leaders communautaires qui mènent des actions de défense de leur territoire. Cela se passe dans l'Amazonie équatorienne, où se trouve la communauté ancestrale kichwa de Tzawata, située à El Capricho, canton de Carlos Julio Arosemena Tola, province du Napo (à l'Est de l'Équateur). La communauté de Tzawata s'est engagée dans une résistance non violente contre les compagnies minières qui menacent l'accès à la terre et à l'eau.

Cette communauté revendique les terres ancestrales qui ont été volées il y a 50 ans selon un modèle d'exploitation agricole. Selon Ramiro Aguinda, président de cette communauté, « le patron Carlos Sevilla a délogé nos grands-parents de son territoire en échange d'un sac de sel, de machettes, d'une paire de bottes ou simplement en faisant d'eux des compères ». Le documentaire **Yaku warmikuna** (2021) explique l'arrivée des « blancs » dans la forêt, dans le but de s'appropriier les terres ancestrales. Les autochtones ont été menacés avec des armes, battus à coups de bâton et punis avec des cordes. À l'époque, les autochtones ne connaissaient pas les armes à feu et ne pouvaient donc pas se défendre et ont décidé de fuir vers d'autres communautés.

Pour ces raisons douloureuses et historiques, ils ont décidé de résister aux expulsions initiées par la force publique. La communauté de Tzawata a entrepris des actions non violentes pour récupérer ses terres ancestrales, ce qui est devenu un litige juridique entre la communauté et l'État équatorien. Depuis que la communauté a décidé de retourner sur ce territoire, les policiers et les militaires ont tenté à plusieurs reprises de l'expulser. Une première tentative a eu lieu en mai 2010. Une autre tentative a été faite le 2 août 2021, mais cette fois par la société Terra Earth Resource S.A. qui a embauché 200 personnes dans le but d'expulser et de violenter la communauté.

Face à ces actes de violence, la Confédération des nationalités autochtones de l'Équateur (Conaie) les peuples, les organisations et les représentants des Gouvernements Autonomes Décentralisés Paroissiaux ont formé le Front de Résistance pour l'Eau et la Vie du Nord de l'Équateur. Ils ont organisé des rencontres pour un Équateur Libre de Mines Métalliques, dans le but de renforcer la lutte contre les impacts des entreprises minières sur les territoires.

En août, octobre, novembre et décembre 2021, quatre rencontres nationales ont eu lieu avec les communautés en résistance à l'activité minière : Shiña appartenant au canton de Nabón, dans la province d'Azuay ; Cuellaje, canton de Cotacachi, province d'Imbabura ; Palo Quemado, dans le canton Sigchos, province de Cotopaxi; et la dernière rencontre s'est déroulée à Tzawata, qui a réussi à récupérer son territoire ancestral et résiste pacifiquement aux activités minières. C'est de cette communauté qu'a été lancée une stratégie non violente consistant en une marche pacifique. Celle-ci s'est déroulée le 11 décembre dernier dans le canton Carlos Julio Arosemena Tola (province de Napo). Les délégués de la Conaie et de la Confeniae (Confédération des nationalités indigènes de l'Amazonie équatorienne) ont pris la tête de cette marche, parcourant les rues du canton.

La marche s'étant déroulée un samedi, il n'a pas été possible de se rendre à la mairie ou de faire pression sur les autres autorités gouvernementales. À la fin de la marche, les délégations se sont adressées à la communauté Tzawata pour organiser une assemblée avec les habitants et les dirigeants invités. L'objectif était d'articuler les différentes actions au niveau national contre la violence, la division et les déplacements de communautés dus aux activités minières et de renforcer le programme anti-mine pour l'année prochaine.

Il convient d'indiquer que cette quatrième rencontre nationale pour un Équateur libre des mines a été organisée dans le but de consolider le travail collectif de la communauté tzawata. L'événement a été animé par la Confeniae et par l'autogestion de la communauté elle-même, qui a également fourni des aliments comme des manioc et des plátanos à offrir aux participants pendant la réunion.

Selon Luis Jacobo Corral, qui a animé la rencontre à la Mesa de Defensa Territorial de Tzawata, si les activités minières ne cessent pas, il en ira de même pour la province d'Esmeraldas (côte équatorienne) notamment dans les cantons de Saint-Laurent et d'Eloy Alfaro. Ces territoires sont réellement touchés par l'exploitation minière, avec de graves impacts environnementaux sur les rivières Santiago et Cayapas (Esmeraldas). C'est le cas de Wimbí, une communauté noire criminalisée et stigmatisée en tant que voleurs et envahisseurs de son propre territoire.

En conclusion, l'exploitation minière s'est emparée des territoires ancestraux et est devenue un problème grave pour les communautés autochtones et d'ascendance africaine en Équateur, ce qui devrait maintenir l'État et les citoyens équatoriens en alerte en raison du niveau élevé de vulnérabilité et de violence dans lequel se trouvent les communautés qui s'opposent aux concessions minières à l'intérieur de leurs terres.

Dans un contexte de pandémie, où se pose la "relance économique" par l'exploitation des ressources naturelles, l'action non-violente est d'une importance cruciale pour la défense des territoires. Cela permet aux communautés d'exercer leur pouvoir par le biais de stratégies d'organisation et de planification pour entreprendre la lutte et la défense de la nature contre les régimes autoritaires et les industries extractives.

Diana Ante est ingénieure en marketing, spécialisée dans le changement climatique. En 2020, elle a participé au programme régional pour l'étude et la pratique de l'action non-violente stratégique dans les Amériques à Quito. Elle est créatrice de **Dialogues pour l'action climatique**, un espace où

l'on partage des nouvelles environnementales pertinentes en Équateur. Actuellement, elle est étudiante en Master d'intégration contemporaine d'Amérique latine à l'Universidade Federal da Integração Latino-Americana (Unila, Brésil) et développe le projet de recherche souveraineté alimentaire, depuis l'approche de la sécurité alimentaire et nutritionnelle face à la post-pandémie dans les zones urbaines de l'Équateur.